

# Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2021

## ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Maxime Marquis, trésorier, atteste la véracité du Rapport financier de Ville de Saint-Lambert pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021.

DocuSigned by:  
Signatu   
827E4C3B2287455...

Date 7 avril 2022

# Table des matières

## États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	4
État de la situation financière	5
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers	8
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	24
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	25
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	26
Charges par objets	27
Excédent (déficit) accumulé	28
Avantages sociaux futurs	32

## Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	39
Analyse des charges	51

## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de  
Ville de Saint-Lambert

### **Opinion**

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Ville de Saint-Lambert (ci-après « la Ville »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2021 et l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables, et les autres renseignements complémentaires.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville au 31 décembre 2021 ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

### **Fondement de l'opinion**

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

### **Observation - informations financières établies à des fins fiscales**

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S17, S18 et S23, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

### **Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

### **Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser ses activités;

- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

RAYMOND CHABOT GRANT THORNTON S.E.N.C.R.L.

Granby (Québec), 7 avril 2022

CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique no A125850

**ÉTAT DES RÉSULTATS**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Budget	Réalizations	
		2021	2021	2020
<b>Revenus</b>				
Taxes	1	47 279 406	47 333 672	46 333 322
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 343 309	1 371 637	1 335 842
Quotes-parts	3			
Transferts	4	1 894 461	3 408 260	7 336 487
Services rendus	5	1 787 819	1 584 957	1 279 267
Imposition de droits	6	4 398 444	6 741 585	6 650 078
Amendes et pénalités	7	625 000	681 379	521 352
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	382 281	429 373	314 956
Autres revenus	10	105 000	169 786	49 593
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	57 815 720	61 720 649	63 820 897
<b>Charges</b>				
Administration générale	14	8 134 810	9 331 106	7 948 751
Sécurité publique	15	11 729 494	11 755 726	11 094 336
Transport	16	11 290 579	15 698 690	14 988 075
Hygiène du milieu	17	7 079 210	8 417 224	8 539 060
Santé et bien-être	18	242 408	241 911	338 852
Aménagement, urbanisme et développement	19	1 295 271	1 226 923	1 229 636
Loisirs et culture	20	7 839 273	9 886 270	8 637 293
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	2 385 059	2 692 949	2 874 717
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	49 996 104	59 250 799	55 650 720
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	25	7 819 616	2 469 850	8 170 177
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		110 176 387	102 006 210
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		110 176 387	102 006 210
<b>Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice</b>	29		112 646 237	110 176 387

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S17.**

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2021**

		2021	2020
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	9 591 507	14 178 727
Débiteurs (note 5)	2	39 233 164	42 190 189
Prêts (note 6)	3	102 750	102 750
Placements de portefeuille (note 7)	4	231 065	248 318
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	49 158 486	56 719 984
<b>PASSIFS</b>			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	7 890 281	7 958 723
Revenus reportés (note 12)	12	218 907	112 812
Dette à long terme (note 13)	13	91 330 277	98 539 984
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	3 993 000	3 959 000
Autres passifs (note 14)	15		
	16	103 432 465	110 570 519
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)</b>	17	<b>(54 273 979)</b>	<b>(53 850 535)</b>
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	166 399 743	163 543 244
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	413 582	413 582
Stocks de fournitures	20	48 623	40 358
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	58 268	29 738
	23	166 920 216	164 026 922
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>	24	<b>112 646 237</b>	<b>110 176 387</b>
Obligations contractuelles (note 19)			
Droits contractuels (note 20)			
Passifs éventuels (note 21)			
Actifs éventuels (note 22)			

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

		<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	
		2021	2021	2020
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	7 819 616	2 469 850	8 170 177
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	)	10 724 672 )	8 836 337 )
Produit de cession	3		30 346	41 653
Amortissement	4		7 868 173	7 799 161
(Gain) perte sur cession	5		(30 346)	(41 653)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		(2 856 499)	(1 037 176)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			7 893
Variation des stocks de fournitures	10		(8 265)	10 097
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(28 530)	56 557
	13		(36 795)	74 547
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
<b>Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)</b>	16	7 819 616	(423 444)	7 207 548
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(53 850 535)	(61 058 083)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(53 850 535)	(61 058 083)
<b>Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice</b>	21		(54 273 979)	(53 850 535)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

		2021	2020
<b>Activités de fonctionnement</b>			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 469 850	8 170 177
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	7 868 173	7 799 161
Autres			
▪ Gain sur cession	3	(30 346)	(41 653)
▪	4		
	5	10 307 677	15 927 685
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	2 957 025	(3 473 951)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	969 927	818 169
Revenus reportés	9	106 095	(108 646)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	34 000	88 000
Propriétés destinées à la revente	11		7 893
Stocks de fournitures	12	(8 265)	10 097
Autres actifs non financiers	13	(28 530)	56 557
	14	14 337 929	13 325 804
<b>Activités d'investissement</b>			
Acquisition d'immobilisations corporelles	15	(11 763 041)	(11 293 553)
Produit de cession des immobilisations corporelles	16	30 346	41 653
Acquisition d'actifs incorporels achetés	17	( )	( )
Produit de cession des actifs incorporels achetés	18		
	19	(11 732 695)	(11 251 900)
<b>Activités de placement</b>			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	20	(90 464)	(16 080)
Remboursement ou cession	21	30 760	
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	22	( )	( )
Cession	23	76 957	60 225
	24	17 253	44 145
<b>Activités de financement (note 4)</b>			
Émission de dettes à long terme	25	4 663 000	20 947 000
Remboursement de la dette à long terme	26	(12 036 000)	(9 817 000)
Variation nette des emprunts temporaires	27		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	28	163 293	(142 283)
Autres			
▪	29		
▪	30		
	31	(7 209 707)	10 987 717
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	32	(4 587 220)	13 105 766
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	33	14 178 727	1 072 961
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	34		
Solde redressé	35	14 178 727	1 072 961
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)</b>	36	9 591 507	14 178 727

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

### 1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Saint-Lambert (ci-après la « Ville ») est un organisme municipal créé le 1er janvier 2006, en vertu de la *Loi concernant la consultation des citoyens sur la réorganisation territoriale de certaines municipalités* (L.Q. 2003 chapitre 14), de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (L.R.Q., c.E-20.001) ainsi que du décret numéro 1214-2005 du 7 décembre 2005 concernant l'agglomération de Longueuil, date à laquelle les actifs, les passifs et les surplus sont partagés avec la Ville de Longueuil.

### 2. Principales méthodes comptables

#### Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers de la Ville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S17 et S18 et la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23.

#### A) Périmètre comptable et partenariats

S.O.

##### a) Périmètre comptable

S.O.

##### b) Partenariats

S.O.

#### B) Comptabilité d'exercice

*Estimations comptables*

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

#### C) Actifs

Les actifs se composent de ce qui suit :

##### a) Actifs financiers

Les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

*Trésorerie et équivalents de trésorerie*

La politique de la Ville est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

temps sans pénalité.

*Placements de portefeuille*

Les placements de portefeuille sont comptabilisés au coût.

Si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'un placement subit une moins-value durable.

*Prêts*

Lors de l'évaluation initiale, les prêts sont évalués au coût (lequel correspond généralement au montant de trésorerie transféré), à l'exception des prêts assortis de conditions avantageuses importantes. Lorsque les conditions du prêt sont avantageuses à un point tel que, en substance, une partie ou la totalité de l'opération s'apparente davantage à une subvention qu'à un prêt, l'élément subvention de l'opération est constaté à titre de charges à l'état des résultats au moment de l'attribution du prêt.

Des provisions pour moins-value sont constituées pour désigner les prêts au plus faible du coût et de la valeur nette de recouvrement et traduisent, en conséquence, le degré de recouvrabilité et le risque de perte. L'évaluation peut être effectuée prêt par prêt ou pour une catégorie donnée de prêts. Les provisions pour moins-value sont déterminées à l'aide des meilleures estimations possible, compte tenu des faits passés, des conditions actuelles et de toutes les circonstances connues à la date de préparation des états financiers. Lorsqu'un prêt a été provisionné pour moins-value, en totalité ou en partie, et que le recouvrement du prêt est considéré par la suite comme probable, la provision pour moins-value constituée à l'égard du prêt peut être réduite.

**b) Actifs non financiers**

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

*Immobilisations corporelles*

Amortissement

Les immobilisations corporelles sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants :

Infrastructures	10 à 40 ans
Bâtiments	10 à 40 ans
Véhicules	5 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	3 à 10 ans
Machinerie, outillage et équipements divers	5 à 20 ans

Les immobilisations corporelles en cours sont amorties dès leur mise en service.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

L'amortissement des immobilisations corporelles est inclus dans les charges à l'état des résultats, mais retiré aux fins du calcul de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales.

### Moins-value

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations corporelles est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

### *Propriétés destinées à la revente*

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente de l'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers.

### *Stocks de fournitures*

Les stocks de fournitures sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré.

## **D) Passifs**

### *Frais reportés liés à la dette à long terme*

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

### *Provision pour contestation d'évaluation*

La provision pour contestation d'évaluation représente une estimation des remboursements comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des contestations foncières et à des contestations de codifications prévues en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale.

## **E) Revenus**

### *Constataion des revenus*

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les intérêts sur les placements et les autres revenus d'intérêts sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

### **F) Avantages sociaux futurs**

#### *Régimes de retraite à cotisations déterminées*

La charge de fonctionnement correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créateurs et charges à payer pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour les cotisations devant être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà fournis.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite à prestations déterminées interemployeurs, auquel participe la Ville sans en être le promoteur, est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

#### *Avantages sociaux futurs à prestations déterminées*

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités;
- les congés de maladie accumulés par les employés.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode aux régimes de retraite à prestations déterminées, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (ci-après « la Loi »). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, dans le cas des régimes de retraite à prestations déterminées, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode de répartition des prestations à partir des hypothèses les plus probables de la Ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2021 selon la valeur marchande.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants.

L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés. Le solde résiduel du coût des services passés, le cas échéant, peut faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir, en tout ou en partie.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

régimes non capitalisés peut faire l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir, en tout ou en partie.

**G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de reporter l'imposition, en tout ou en partie, de la taxation aux exercices futurs.

S'il y a lieu, le montant présenté est le montant net des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de devancer l'imposition, en tout ou en partie, de la taxation.

Ce montant est créé aux fins suivantes et est amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux renseignements complémentaires de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales :

- Mesures d'allégement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables :
  - Avantages sociaux futurs :
    - \* Passif constaté initialement au 1er janvier 2007 :
      - Régimes capitalisés : sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants;
      - Régimes non capitalisés : l'excédent de la charge sur le décaissement requis n'est pas amorti.
  - Entente relais Agglomération: pour le montant à recevoir du gouvernement du Québec: au fur et à mesure de la facturation annuelle de la quote-part de l'Agglomération de Longueuil.
- Financement à long terme des activités de fonctionnement : au fur et à mesure du remboursement en capital des dettes.

**H) Instruments financiers**

S.O.

**I) Autres éléments**

S.O.

**3. Modification de méthodes comptables**

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

**4. Trésorerie et équivalents de trésorerie**

		2021	2020
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	9 591 507	14 178 727
Découvert bancaire	2 (	)	)
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3		
Autres éléments			
▪	4		
▪	5		
▪	6		
▪	7		
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice</b>	<b>8</b>	<b>9 591 507</b>	<b>14 178 727</b>
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9	4 632 058	4 769 503
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	4 663 000	2 897 000

**Note**

Les sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont associées aux réserves financières relatives aux élections, immobilisations et conditions climatiques et aux fonds réservés pour le fonds de roulement, les soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés et le fonds de stationnement.

Les intérêts payés au cours de l'exercice s'élèvent à 2 407 486 \$ (2 327 578 \$ en 2020).

Les intérêts reçus au cours de l'exercice s'élèvent à 386 204 \$ (295 672 \$ en 2020).

**5. Débiteurs**

		2021	2020
Taxes municipales	11	1 891 964	1 502 694
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	29 207 798	30 786 482
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	3 423 987	2 729 157
Organismes municipaux	15	1 507 129	3 144 231
Autres			
▪ Collèges et autres	16	157 736	334 785
▪ Droits de mutation immobilière	17	3 044 550	3 692 840
	18	39 233 164	42 190 189
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	24 715 198	25 765 490
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22	24 715 198	25 765 490
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	343 931	218 603

**Note**

Les montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme portent intérêt à des taux variant de 2,34 % à 5,55 % et viennent à échéance au

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

plus tard en mars 2039.

**6. Prêts**

		2021	2020
Prêts à un office d'habitation	24	102 750	102 750
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
▪	26		
▪	27		
	28	102 750	102 750
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		

**Note**

Prêt à un organisme, sans intérêt, échéant en 2024.

**7. Placements de portefeuille**

		2021	2020
Placements à titre d'investissement	30	231 065	248 318
Autres placements	31		
	32	231 065	248 318
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

**Note**

Les placements à titre d'investissement sont composés de la participation de la Ville dans le fonds de garantie de la franchise collective en responsabilité civile et biens (UMQ).

**8. Avantages sociaux futurs**

		2021	2020
<b>Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	(1 445 000)	(1 539 000)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36	(2 548 000)	(2 420 000)
	37	(3 993 000)	(3 959 000)
<b>Charge de l'exercice</b>			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	821 000	1 170 000
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39	178 000	135 000
Régimes à cotisations déterminées	40	7 235	7 769
Autres régimes (REER et autres)	41		
Régimes de retraite des élus municipaux	42	35 100	45 993
	43	1 041 335	1 358 762

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

**9. Autres actifs financiers**

		2021	2020
Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45		
	46		

**Note****10. Emprunts temporaires**

La Ville bénéficie d'une ouverture de crédit bancaire de 2 000 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel (2,45 %; 2,45 % en 2020) et renouvelable en mai 2022.

**11. Crédoiteurs et charges à payer**

		2021	2020
Fournisseurs	47	2 494 185	3 669 195
Salaires et avantages sociaux	48	2 884 363	1 875 222
Dépôts et retenues de garantie	49	1 255 708	1 276 545
Provision pour contestations d'évaluation	50	131 480	87 443
Autres			
▪ Organismes municipaux	51	208 968	83 799
▪ Intérêts courus sur dette L.T.	52	880 702	931 644
▪ Provision pour éventualité	53	34 875	34 875
▪	54		
▪	55		
	56	7 890 281	7 958 723

**Note**

Au cours de l'exercice, la Ville a acquis des immobilisations, dont un montant de 1 038 369\$ (3 416 612 \$ au 31 décembre 2020) est inclus dans les comptes fournisseurs et dépôts et retenues de garantie.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

**12. Revenus reportés**

		2021	2020
Taxes perçues d'avance	57		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	58		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	59		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	60	111 500	94 880
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	61		
Société québécoise d'assainissement des eaux	62		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	63		
Autres contributions des promoteurs	64		
Fonds de redevances réglementaires	65		
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	66		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	67		
Accès entreprise Québec	68		
Autres			
▪ Entente développement culturel	69		5 138
▪ Inscriptions activités loisirs	70	86 021	
▪ Mur du souvenir CDL	71	12 794	12 794
▪ Loyers	72	2 292	
▪ Vignette de stationnement	73	6 300	
▪	74		
▪	75		
	76	218 907	112 812

**Note****13. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2021	2020
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,55	3,35	2022	2030	77	91 953 000	99 326 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					78		
Gains (pertes) de change reportés					79		
					80		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					81		
Organismes municipaux					82		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					83		
Autres					84		
					85	91 953 000	99 326 000
Frais reportés liés à la dette à long terme					86	( 622 723 )	( 786 016 )
					87	91 330 277	98 539 984

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2021
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2022	88		30 814 000			30 814 000
2023	89		9 919 000			9 919 000
2024	90		6 352 000			6 352 000
2025	91		11 820 000			11 820 000
2026	92		3 546 000			3 546 000
2027 et plus	93		29 502 000			29 502 000
	94		91 953 000			91 953 000
Intérêts et frais accessoires	95		( )		( )	
	96		91 953 000			91 953 000

**Note****14. Autres passifs**

	2021	2020
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	97	
Assainissement des sites contaminés	98	
Autres		
▪	99	
▪	100	
▪	101	
▪	102	
	103	

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

**15. Immobilisations corporelles**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
<b>COÛT</b>					
Infrastructures					
Eau potable	104	22 597 090	1 260 711		23 857 801
Eaux usées	105	45 513 285	1 663 090		47 176 375
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	106	80 105 575	5 709 487		85 815 062
Autres					
▪ Aménagement des parcs publics	107	5 823 321	146 600		5 969 921
▪ Autres	108	12 473 251			12 473 251
Réseau d'électricité	109				
Bâtiments	110	48 626 577	386 804		49 013 381
Améliorations locatives	111				
Véhicules	112	3 677 496	540 945		4 218 441
Ameublement et équipement de bureau	113	3 255 287	173 012		3 428 299
Machinerie, outillage et équipement divers	114	6 661 481	216 610		6 878 091
Terrains	115	7 450 035			7 450 035
Autres	116	828 215	253 408		1 081 623
	117	237 011 613	10 350 667		247 362 280
Immobilisations en cours	118	883 845	374 005		1 257 850
	119	237 895 458	10 724 672		248 620 130
<b>AMORTISSEMENT CUMULÉ</b>					
Infrastructures					
Eau potable	120	5 996 011	527 325		6 523 336
Eaux usées	121	11 255 051	1 118 319		12 373 370
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	122	26 947 704	3 507 648		30 455 352
Autres					
▪ Aménagement des parcs publics	123	395 772	163 663		559 435
▪ Autres	124	7 616 449	362 969		7 979 418
Réseau d'électricité	125				
Bâtiments	126	13 869 216	1 197 730		15 066 946
Améliorations locatives	127				
Véhicules	128	1 900 809	208 666		2 109 475
Ameublement et équipement de bureau	129	2 335 893	351 795		2 687 688
Machinerie, outillage et équipement divers	130	3 278 439	410 524		3 688 963
Autres	131	756 870	19 534		776 404
	132	74 352 214	7 868 173		82 220 387
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE</b>	133	163 543 244			166 399 743
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	134				
Amortissement cumulé	135	( )	( )	( )	( )
Valeur comptable nette	136				

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

**16. Propriétés destinées à la revente**

		2021	2020
Immeubles de la réserve foncière	137	413 582	413 582
Immeubles industriels municipaux	138		
Autres	139		
	140	413 582	413 582
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	141		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	142	413 582	413 582

**Note****17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
<b>COÛT</b>					
▪	143				
▪	144				
▪	145				
▪	146				
	147				
<b>AMORTISSEMENT CUMULÉ</b>					
▪	148				
▪	149				
▪	150				
▪	151				
	152				
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE</b>	153				

**Note****18. Autres actifs non financiers**

		2021	2020
Frais payés d'avance			
▪ Cotisations / licences	154	58 268	29 738
▪	155		
▪	156		
Autres			
▪	157		
▪	158		
	159	58 268	29 738

**Note****19. Obligations contractuelles**

La Ville s'est engagée, en vertu de contrats de déneigement, d'enlèvement des ordures et d'autres obligations échéant en 2025, à verser une somme de 4 998 058 \$. Les paiements minimums exigibles en vertu de ces contrats pour les

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

prochains exercices s'élèvent à 3 754 408 \$ en 2022, à 1 151 719 \$ en 2023, à 68 858 \$ en 2024 et à 23 073 \$ en 2025.

**20. Droits contractuels**

La Ville reçoit annuellement du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation des subventions pour rembourser le capital et les intérêts sur des emprunts à long terme contractés pour le financement de projets d'immobilisations corporelles et d'infrastructures terminés. Les subventions pour le remboursement des intérêts totalisent 2 553 700 \$ sur une période de 18 ans. L'échéancier de ces subventions est de 390 818 \$ en 2022, 341 135 \$ en 2023, 310 483 \$ en 2024, 279 019 \$ en 2025 et 246 582 \$ en 2026.

La Ville détient également des baux échéant à différentes dates jusqu'en 2025, prévoyant la perception de loyers totalisant 168 000 \$ pour les années 2022 à 2025. La plupart des baux ont une clause d'indexation selon l'IPC.

**21. Passifs éventuels**

Les passifs éventuels se composent de ce qui suit :

**A) Cautionnements et garanties**

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2021	2020
160			

La Ville est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de l'Autorité régionale de transport métropolitain, de EXO, de la Communauté métropolitaine et de l'Agglomération. Au 31 décembre 2021, la portion de la dette à long terme attribuable à la Ville s'élève à 550 000 \$, 2 363 659 \$, 196 620 \$ et 17 049 949 \$ respectivement.

**B) Auto-assurance**

S.O.

**C) Poursuites**

S.O.

**D) Autres**

*Contestations d'évaluation*

Des contribuables résidentiels et non résidentiels ont contesté l'évaluation foncière de certaines propriétés inscrites au rôle pour les exercices 2016 à 2021. Actuellement, il est impossible de déterminer les pertes éventuelles que la Ville pourrait subir au cours des prochains exercices.

Une provision pour l'ensemble des contestations d'évaluation au montant de 131 480 \$ a été inscrite à l'état de la situation financière pour pourvoir aux pertes potentielles.

Advenant des jugements défavorables pour la Ville concernant ces litiges, les pertes seraient portées en diminution de la provision et, si celle-ci s'avérait insuffisante, les pertes seraient imputées aux résultats de l'exercice alors en cours.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

**22. Actifs éventuels**

S.O.

**23. Redressement aux exercices antérieurs**

S.O.

**24. Données budgétaires**

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale.

**25. Instruments financiers**

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021****26 Fonds de roulement**

La Ville possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 3 500 000 \$. Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à ce même fonds doivent être effectués sur une période maximum de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

**27 Chiffres de l'exercice précédent**

Certaines données correspondantes fournies pour l'exercice précédent ont été reclassées en fonction de la présentation adoptée pour le présent exercice.

Au 31 décembre 2020 et pour l'exercice terminé à cette date, l'ajustement concerne la présentation de la quote-part de l'Agglomération de Longueuil. Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021, l'Agglomération de Longueuil a apporté des précisions sur le service de la dette. Auparavant, elle était comptabilisée entièrement dans la section Transport. Elle est maintenant répartie en fonction de la présentation dans les états financiers de l'Agglomération de Longueuil. Ce reclassement a un impact sur l'état des résultats (page S7) et dans les renseignements complémentaires - résultats détaillés (page S16), soit une augmentation de l'Administration générale de 573 031 \$, une augmentation de 673 066 \$ de la sécurité publique, une augmentation de 603 308 \$ à l'Hygiène du milieu et une diminution de 1 849 405 \$ du Transport.

Au 31 décembre 2020 et pour l'exercice terminé à cette date, il y a eu un reclassement des subventions octroyées aux organismes par nature de dépense. Ce reclassement a un impact sur l'état des résultats (page S7) et dans les renseignements complémentaires - résultats détaillés (page S16), soit une diminution de l'Administration générale de 484 600 \$, une augmentation de 279 600 \$ de l'Aménagement, urbanisme et développement et une augmentation de 205 000 \$ à Loisirs et culture.

Au 31 décembre 2020 et pour l'exercice terminé à cette date, l'ajustement concerne la présentation de l'émission de dette à long terme et le remboursement de la dette à long terme dans le flux de trésorerie (S10). L'émission de dettes à long terme a été augmenté de 2 897 000 \$ et le remboursement de la dette à long terme a été augmenté du même montant pour considérer l'impact du refinancement qui a eu lieu au cours de l'exercice 2020 et qui n'avait pas été considéré dans le flux de trésorerie au préalable.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**RÉSULTATS DÉTAILLÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

		Budget 2021		Réalizations 2021		Total	Réalizations 2020
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
<b>Revenus</b>							
<b>Fonctionnement</b>							
Taxes	1	47 279 406	47 333 672			47 333 672	46 333 322
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 343 309	1 371 637			1 371 637	1 335 842
Quotes-parts	3						
Transferts	4	1 894 461	1 582 207			1 582 207	4 117 948
Services rendus	5	1 787 819	1 584 957			1 584 957	1 279 267
Imposition de droits	6	4 398 444	6 741 585			6 741 585	6 650 078
Amendes et pénalités	7	625 000	681 379			681 379	521 352
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	382 281	429 373			429 373	314 956
Autres revenus	10	105 000	145 986			145 986	49 593
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	57 815 720	59 870 796			59 870 796	60 602 358
<b>Investissement</b>							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15		1 826 053			1 826 053	3 218 539
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						
Autres	18		23 800			23 800	
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
Effet net des opérations de restructuration	20						
	21		1 849 853			1 849 853	3 218 539
	22	57 815 720	61 720 649			61 720 649	63 820 897
<b>Charges</b>							
Administration générale	23	8 134 810	8 952 981	378 125		9 331 106	7 948 751
Sécurité publique	24	11 729 494	11 738 919	16 807		11 755 726	11 094 336
Transport	25	11 290 579	11 619 191	4 079 499		15 698 690	14 988 075
Hygiène du milieu	26	7 079 210	6 724 355	1 692 869		8 417 224	8 539 060
Santé et bien-être	27	242 408	241 911			241 911	338 852
Aménagement, urbanisme et développement	28	1 295 271	1 219 426	7 497		1 226 923	1 229 636
Loisirs et culture	29	7 839 273	8 192 894	1 693 376		9 886 270	8 637 293
Réseau d'électricité	30						
Frais de financement	31	2 385 059	2 692 949			2 692 949	2 874 717
Effet net des opérations de restructuration	32						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33		7 868 173	( 7 868 173 )			
	34	49 996 104	59 250 799			59 250 799	55 650 720
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	35	7 819 616	2 469 850			2 469 850	8 170 177

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

		2021		2020
		Budget	Réalisations	Réalisations
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	7 819 616	2 469 850	8 170 177
Moins : revenus d'investissement	2 (	)	( 1 849 853 )	( 3 218 539 )
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	3	7 819 616	619 997	4 951 638
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
<b>Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés</b>				
Amortissement	4		7 868 173	7 799 161
Produit de cession	5		30 346	41 653
(Gain) perte sur cession	6		(30 346)	(41 653)
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		7 868 173	7 799 161
<b>Propriétés destinées à la revente</b>				
Coût des propriétés vendues	9			7 894
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			7 894
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux</b>				
Remboursement ou produit de cession	12		30 760	
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14		76 958	60 225
	15		107 718	60 225
<b>Financement</b>				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			324 075
Remboursement de la dette à long terme	17 (	5 129 109 )	( 5 267 540 )	( 4 740 331 )
	18	(5 129 109)	(5 267 540)	(4 416 256)
<b>Affectations</b>				
Activités d'investissement	19 (	)	( 90 464 )	( 1 290 457 )
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	850 000	660 300	
Excédent de fonctionnement affecté	21		504 841	1 052 442
Réserves financières et fonds réservés	22	(3 071 500)	(2 850 165)	(5 568 152)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(469 007)	350 595	(27 459)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(2 690 507)	(1 424 893)	(5 833 626)
	26	(7 819 616)	1 283 458	(2 382 602)
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	27		1 903 455	2 569 036

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

		<u>2021</u>	<u>2020</u>
		Réalizations	Réalizations
<b>Revenus d'investissement</b>	1	1 849 853	3 218 539
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
<b>Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés</b>			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2 (	438 381 )	( 505 698 )
Sécurité publique	3 (	)	( )
Transport	4 (	5 881 454 )	( 4 834 646 )
Hygiène du milieu	5 (	3 682 666 )	( 2 936 155 )
Santé et bien-être	6 (	)	( )
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	13 677 )	( 110 826 )
Loisirs et culture	8 (	708 494 )	( 449 012 )
Réseau d'électricité	9 (	)	( )
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 (	)	( )
	11 (	10 724 672 )	( 8 836 337 )
<b>Propriétés destinées à la revente</b>			
Acquisition	12 (	)	( )
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux</b>			
Émission ou acquisition	13 (	90 464 )	( 16 080 )
<b>Financement</b>			
Financement à long terme des activités d'investissement	14	(1 055 169)	15 191 487
<b>Affectations</b>			
Activités de fonctionnement	15	90 464	1 290 457
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16		
Excédent de fonctionnement affecté	17	414 538	370 888
Réserves financières et fonds réservés	18	3 306 537	3 895 541
	19	3 811 539	5 556 886
	20	(8 058 766)	11 895 956
<b>Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales</b>	21	(6 208 913)	15 114 495

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**CHARGES PAR OBJETS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

		Budget	Réalizations	
		2021	2021	2020
<b>Rémunération</b>				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	10 834 117	11 644 679	10 159 389
<b>Charges sociales</b>				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	2 588 814	3 183 703	2 681 954
<b>Biens et services</b>				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7			
Autres biens et services	8	8 986 171	8 658 929	8 037 266
<b>Frais de financement</b>				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	1 939 874	2 140 348	2 116 432
D'autres organismes municipaux	10			
Du gouvernement du Québec				
et ses entreprises	11	445 185	414 601	435 285
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13		138 000	323 000
<b>Contributions à des organismes</b>				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14	24 600 943	24 515 379	23 511 812
Transferts	15			
Autres	16			
Autres organismes				
Transferts	17			
Autres	18	601 000	566 987	586 421
<b>Amortissement</b>				
Immobilisations corporelles	19		7 868 173	7 799 161
Actifs incorporels achetés	20			
<b>Autres</b>				
▪ Provision mauvaises créances	21		120 000	
▪	22			
▪	23			
	24	49 996 104	59 250 799	55 650 720

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2021**

		2021	2020
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	3 569 561	3 222 184
Excédent de fonctionnement affecté	2	743 134	1 085 662
Réserves financières et fonds réservés	3	4 632 058	4 769 503
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	( 2 680 099 )	( 2 440 099 )
Financement des investissements en cours	5	5 092 950	11 301 863
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	101 288 633	92 237 274
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	112 646 237	110 176 387
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS</b>			
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté</b>			
Administration municipale	9	3 569 561	3 222 184
Organismes contrôlés et partenariats <sup>1</sup>	10		
	11	3 569 561	3 222 184
<b>Excédent de fonctionnement affecté</b>			
Administration municipale			
▪ Scène Parc du Village	12		32 870
▪ Corporation des fêtes du 150e	13		80 675
▪ Démolition du 17 Fort	14	24 811	
▪ Fonds vert	15	162 833	122 117
▪ Fonds immobilisations	16	27 975	
▪ Exercice suivant	17	200 000	850 000
▪ Urgence mesures sanitaires	18	45 000	
▪ Frais juridiques	19	282 515	
▪	20		
	21	743 134	1 085 662
Organismes contrôlés et partenariats <sup>1</sup>			
▪	22		
▪	23		
▪	24		
	25		
	26	743 134	1 085 662

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2021**

	2021	2020
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Réserves financières et fonds réservés</b>		
Réserves financières - Administration municipale		
▪ Réserve pour élections	27 43 403	193 425
▪ Réserve pour immobilisations	28 1 000 000	761 155
▪ Réserve conditions climatiques	29 300 000	300 000
▪	30	
▪	31	
	32 1 343 403	1 254 580
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	33	
▪	34	
▪	35	
	36	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	37 3 212 149	3 419 917
Organismes contrôlés et partenariats	38	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	39 6 561	62 561
Organismes contrôlés et partenariats	40	
Montant non réservé		
Administration municipale	41	
Organismes contrôlés et partenariats	42	
Fonds local d'investissement	43	
Fonds local de solidarité	44	
Autres		
▪ Fonds de stationnement	45 69 945	32 445
▪	46	
	47 3 288 655	3 514 923
	48 4 632 058	4 769 503

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2021**

	2021	2020
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 (	)(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 ( 2 548 000 )	)( 2 420 000 )
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 (	)(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	52 (	)(
Autres	53 (	)(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	54 (	)(
	55 ( 2 548 000 )	)( 2 420 000 )
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	56 (	)(
Assainissement des sites contaminés	57 (	)(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	58 (	)(
Autres		
▪ Entente relais Agglomération	59 ( (678 611) )	)( (709 607) )
▪	60 (	)(
	61 ( 1 869 389 )	)( 1 710 393 )
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	62 (	)(
Utilisation du fonds de roulement	63 (	)(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	64 (	)(
Utilisation du fonds de roulement	65 (	)(
Autres		
▪	66 (	)(
▪	67 (	)(
	68 (	)(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	69 (	)(
Mesure relative à la COVID-19	70 (	)(
Frais d'émission de la dette à long terme	71 ( 1 379 295 )	)( 1 489 890 )
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	72 (	)(
Autres		
▪	73 (	)(
▪	74 (	)(
	75 ( 1 379 295 )	)( 1 489 890 )
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	76 568 585	760 184
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	77	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	78	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	79	
Autres		
▪	80	
	81 568 585	760 184
	82 ( 2 680 099 )	)( 2 440 099 )

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2021**

	2021	2020
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Financement des investissements en cours</b>		
Financement non utilisé	83 9 567 998	11 552 391
Investissements à financer	84 ( 4 475 048 )	( 250 528 )
	85 5 092 950	11 301 863
<b>Investissement net dans les immobilisations et autres actifs</b>		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	86 166 399 743	163 543 244
Propriétés destinées à la revente	87 413 582	413 582
Prêts	88 102 750	102 750
Placements de portefeuille à titre d'investissement	89 231 065	248 318
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	90	
	91 167 147 140	164 307 894
Ajustements aux éléments d'actif	92	
	93 167 147 140	164 307 894
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	94 ( 91 330 277 )	( 98 539 984 )
Frais reportés liés à la dette à long terme	95 ( 622 723 )	( 786 016 )
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	96 24 715 198	25 765 490
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	97 1 379 295	1 489 890
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	98	
	99 ( 65 858 507 )	( 72 070 620 )
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	100 ( )	( )
	101 ( 65 858 507 )	( 72 070 620 )
	102 101 288 633	92 237 274

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

**A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

**Nombre de régimes à la fin de l'exercice**

Régimes de retraite enregistrés	1	1
Régimes supplémentaires de retraite	2	

**Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements**

La Ville parraine un régime de retraite à prestations déterminées. Le régime de retraite à prestations déterminées offert à l'ensemble des salariés est contributif. Ce régime prévoit des prestations basées sur le salaire final à la retraite.

En bref, le régime est à prestations déterminées. Les cotisations salariales des participants et de l'employeur ainsi que la rente viagère et le supplément d'appoint varient selon le groupe d'employés (non-syndiqué, col bleu et brigadier scolaire). Le salaire final correspond au salaire annuel moyen des trois années consécutives les mieux rémunérées de service du participant.

	2021	2020
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 (1 539 000)	(1 539 000)
Charge de l'exercice	4 ( 821 000 )	( 1 170 000 )
Cotisations versées par l'employeur	5 915 000	1 170 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 (1 445 000)	(1 539 000)
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 53 691 000	50 795 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ( 53 691 000 )	( 52 798 000 )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	(2 003 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 (1 445 000)	464 000
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 (1 445 000)	(1 539 000)
Provision pour moins-value	12 ( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 (1 445 000)	(1 539 000)
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes en cause	14 1	1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 53 691 000	50 795 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ( 53 691 000 )	( 52 798 000 )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ( )	( 2 003 000 )

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

	2021	2020
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 1 436 000	1 031 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20 1 436 000	1 031 000
Cotisations salariales des employés	21 ( 608 000 )	( 502 000 )
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ( 172 000 )	( )
	23 656 000	529 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 87 000	380 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres		
▪	29	
▪	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31 743 000	909 000
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32 2 234 000	2 547 000
Rendement espéré des actifs	33 ( 2 156 000 )	( 2 286 000 )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34 78 000	261 000
Charge de l'exercice	35 821 000	1 170 000
<b>Informations complémentaires</b>		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36 4 213 400	4 555 000
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 ( 2 156 000 )	( 2 286 000 )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38 2 057 400	2 269 000
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39 2 337 600	1 002 000
Prestations versées au cours de l'exercice	40 3 012 400	2 487 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 9	8
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b> (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 4,60 %	4,30 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 4,60 %	4,90 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 2,75 %	2,75 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques		
▪	51	
▪	52	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

**B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS  
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

**Nombre de régimes à la fin de l'exercice**

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	1

**Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements**

Le régime consiste à offrir aux personnes retraitées une assurance-vie de base ainsi qu'une couverture d'assurance pour soins médicaux et soins dentaires.

	2021	2020
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) au début de l'exercice	55 (2 420 000)	(2 332 000)
Charge de l'exercice	56 ( 178 000 )	( 135 000 )
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57 50 000	47 000
<b>Actif (passif) à la fin de l'exercice</b>	<b>58 (2 548 000)</b>	<b>(2 420 000)</b>
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ( 1 997 000 )	( 2 446 000 )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61 (1 997 000)	(2 446 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 (551 000)	26 000
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63 (2 548 000)	(2 420 000)
Provision pour moins-value	64 ( )	( )
<b>Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice</b>	<b>65 (2 548 000)</b>	<b>(2 420 000)</b>
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ( )	( )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ( )	( )

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

	2021	2020
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70 118 000	97 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72 118 000	97 000
Cotisations salariales des employés	73 ( )	( )
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ( )	( )
	75 118 000	97 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	(24 000)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres		
▪	81	
▪	82	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83 118 000	73 000
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84 60 000	62 000
Rendement espéré des actifs	85 ( )	( )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86 60 000	62 000
Charge de l'exercice	87 178 000	135 000
<b>Informations complémentaires</b>		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 ( )	( )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91	
Prestations versées au cours de l'exercice	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96	
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b> (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97 2,80 %	2,40 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98 %	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99 2,75 %	2,75 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100 %	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101 6,00 %	6,10 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102 4,00 %	4,00 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103 2040	2040
Autres hypothèses économiques		
▪ DMERCA	104 15	14
▪	105	



**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

	2021	2020
<b>Charge de l'exercice</b>		
Cotisations de l'employeur		
Régime volontaire d'épargne-retraite	114	
Régime de retraite simplifié	115	
REER	116	
Autres régimes	117	
	118	

**E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX**

	2021	2020
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	119	9
	9	9

**Description du régime**

Le RREMQ est un régime de retraite interemployeur, offrant un volet à cotisations déterminées et un volet à prestations déterminées, qui existe depuis le 1er janvier 2008. Ce régime s'adresse aux organismes municipaux ainsi qu'aux organismes connexes comme les centres locaux de développement (CLD). Les employés des organismes participants peuvent individuellement décider de racheter leurs services rendus antérieurement au 1er janvier 2008 ou à la date d'adhésion au régime. Chaque employé qui exerce un tel choix en assume la totalité des coûts.

Les promoteurs à l'origine de l'instauration de ce régime sont la Fédération québécoise des municipalités (FQM), l'Association des directeurs municipaux du Québec (ADMQ), l'Association des directeurs généraux des municipalités régionales de comté du Québec (ADGMRCQ), avec l'appui de la Confédération des syndicats nationaux (CSN).

Ce régime est un régime de retraite à prestations déterminées pour lequel il n'est pas possible d'établir des comptes de participation distincts pour chaque employeur. Il constitue donc un régime interemployeur en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Par conséquent, les organismes municipaux participants comptabilisent ce régime comme s'il était un régime à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par un organisme municipal participant relativement à ce régime de retraite correspond aux contributions qu'il doit verser pour cet exercice telles qu'établies en vertu du régime.

	2021	2020
<b>Cotisations des élus au RREM</b>	120	9 414
	6 230	9 414
<b>Charge de l'exercice</b>		
Contributions de l'employeur au RREM	121	31 724
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	122	14 269
	123	45 993

**Note**

## **Renseignements financiers non audités**

**ANALYSE DES REVENUS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

**Non audité**

<b>TAXES</b>		<b>Budget 2021</b>	<b>Réalisations 2021</b>	<b>Réalisations 2020</b>
<b>SUR LA VALEUR FONCIÈRE</b>				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	46 922 072	46 954 354	45 935 096
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7			
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	46 922 072	46 954 354	45 935 096
<b>SUR UNE AUTRE BASE</b>				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	268 790	292 710	306 054
Égout	13			
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15			
Autres				
▪	16			
▪	17			
▪	18			
Centres d'urgence 9-1-1	19			
Service de la dette	20	88 544	86 608	92 172
Pouvoir général de taxation	21			
Activités de fonctionnement	22			
Activités d'investissement	23			
	24	357 334	379 318	398 226
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	25			
Autres	26			
	27			
	28	357 334	379 318	398 226
	29	47 279 406	47 333 672	46 333 322

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

*Non audité*

<b>COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES</b>		<b>Budget 2021</b>	<b>Réalisations 2021</b>	<b>Réalisations 2020</b>
<b>GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES</b>				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	30			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	31			
Taxes d'affaires	32			
Compensations pour les terres publiques	33			
	34			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	35	94 280	94 545	93 726
Cégeps et universités	36	313 482	314 361	311 638
Écoles primaires et secondaires	37	715 467	742 647	713 342
	38	1 123 229	1 151 553	1 118 706
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	39			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	40			
Taxes d'affaires	41			
	42			
	43	1 123 229	1 151 553	1 118 706
<b>GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES</b>				
Taxes sur la valeur foncière	44	220 080	220 084	217 136
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	45			
Taxes d'affaires	46			
	47	220 080	220 084	217 136
<b>ORGANISMES MUNICIPAUX</b>				
Taxes sur la valeur foncière	48			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	49			
	50			
<b>AUTRES</b>				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	51			
Autres	52			
	53			
	54	1 343 309	1 371 637	1 335 842

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

**Non audité**

<b>TRANSFERTS</b>		<b>Budget 2021</b>	<b>Réalisations 2021</b>	<b>Réalisations 2020</b>
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT</b>				
<b>Administration générale</b>	55			
<b>Sécurité publique</b>				
Police	56			
Sécurité incendie	57			
Sécurité civile	58			
Autres	59			
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	60	185 105	68 016	66 206
Enlèvement de la neige	61			
Autres	62			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	63			
Transport adapté	64			
Transport scolaire	65			
Autres	66			
Transport aérien	67			
Transport par eau	68			
Autres	69			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	70			
Réseau de distribution de l'eau potable	71	257 104	113 824	115 154
Traitement des eaux usées	72			
Réseaux d'égout	73	313 636	170 292	148 832
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	74	185 000	296 013	274 505
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	75			
Tri et conditionnement	76			
Autres	77			
Autres	78			
Cours d'eau	79			
Protection de l'environnement	80			
Autres	81			

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

*Non audité*

<b>TRANSFERTS (suite)</b>		<b>Budget 2021</b>	<b>Réalisations 2021</b>	<b>Réalisations 2020</b>
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)</b>				
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	82			
Sécurité du revenu	83			
Autres	84	8 066		26 887
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	85	19 754	23 299	38 616
Rénovation urbaine	86			
Promotion et développement économique	87			
Autres	88			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	89	140 632	148 421	126 715
Activités culturelles				
Bibliothèques	90	72 666	116 000	85 967
Autres	91		6 587	13 729
<b>Réseau d'électricité</b>				
	92			
	93	1 181 963	942 452	896 611

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

**Non audité**

<b>TRANSFERTS (suite)</b>	<b>Budget 2021</b>	<b>Réalisations 2021</b>	<b>Réalisations 2020</b>
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT</b>			
<b>Administration générale</b>	94		
<b>Sécurité publique</b>			
Police	95		
Sécurité incendie	96		
Sécurité civile	97		
Autres	98		
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	99	966 020	1 888 062
Enlèvement de la neige	100		
Autres	101		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	102		
Transport adapté	103		
Transport scolaire	104		
Autres	105		
Transport aérien	106		
Transport par eau	107		
Autres	108		
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	109		
Réseau de distribution de l'eau potable	110	257 436	309 782
Traitement des eaux usées	111		
Réseaux d'égout	112	602 597	1 020 695
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	113		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	114		
Tri et conditionnement	115		
Autres	116		
Autres	117		
Cours d'eau	118		
Protection de l'environnement	119		
Autres	120		

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

*Non audité*

<b>TRANSFERTS (suite)</b>	<b>Budget 2021</b>	<b>Réalisations 2021</b>	<b>Réalisations 2020</b>
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)</b>			
<b>Santé et bien-être</b>			
Logement social	121		
Sécurité du revenu	122		
Autres	123		
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	124		
Rénovation urbaine	125		
Promotion et développement économique	126		
Autres	127		
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	128		
Activités culturelles			
Bibliothèques	129		
Autres	130		
<b>Réseau d'électricité</b>	131		
	132	1 826 053	3 218 539

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

**Non audité**

<b>TRANSFERTS (suite)</b>		<b>Budget 2021</b>	<b>Réalisations 2021</b>	<b>Réalisations 2020</b>
<b>TRANSFERTS DE DROIT</b>				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	133			
Péréquation	134			
Neutralité	135			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	136			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	137	530 000	457 257	485 950
Fonds de développement des territoires	138			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	139			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	140			
Dotations spéciales de fonctionnement	141			
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	142			
Autres	143	182 498	182 498	2 735 387
	144	712 498	639 755	3 221 337
<b>TOTAL DES TRANSFERTS</b>	<b>145</b>	<b>1 894 461</b>	<b>3 408 260</b>	<b>7 336 487</b>

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

*Non audité*

		Budget 2021	Réalizations 2021	Réalizations 2020
<b>SERVICES RENDUS</b>				
<b>SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX</b>				
<b>Administration générale</b>				
Grefe et application de la loi	146			
Évaluation	147			
Autres	148			
	149			
<b>Sécurité publique</b>				
Police	150			
Sécurité incendie	151			
Sécurité civile	152			
Autres	153			
	154			
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	155			
Enlèvement de la neige	156			
Autres	157			
Transport collectif	158			
Autres	159			
	160			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	161	492 430	578 100	515 048
Réseau de distribution de l'eau potable	162			
Traitement des eaux usées	163			
Réseaux d'égout	164			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	165			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	166			
Tri et conditionnement	167			
Autres	168			
Autres	169			
Cours d'eau	170			
Protection de l'environnement	171			
Autres	172			
	173	492 430	578 100	515 048

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

*Non audité*

		Budget 2021	Réalizations 2021	Réalizations 2020
<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>				
<b>SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)</b>				
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	174			
Autres	175			
	176			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	177			
Rénovation urbaine	178			
Promotion et développement économique	179			
Autres	180			
	181			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	182			
Activités culturelles				
Bibliothèques	183			
Autres	184			
	185			
<b>Réseau d'électricité</b>	186			
	187	492 430	578 100	515 048

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

*Non audité*

<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>		<b>Budget 2021</b>	<b>Réalisations 2021</b>	<b>Réalisations 2020</b>
<b>AUTRES SERVICES RENDUS</b>				
<b>Administration générale</b>				
Grefe et application de la loi	188			
Évaluation	189			
Autres	190	166 276	173 597	164 943
	191	166 276	173 597	164 943
<b>Sécurité publique</b>				
Police	192			
Sécurité incendie	193			
Sécurité civile	194			
Autres	195			
	196			
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	197	26 500	50 190	41 451
Enlèvement de la neige	198			
Autres	199			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	200			
Transport adapté	201			
Transport scolaire	202			
Autres	203			
Autres	204			
	205	26 500	50 190	41 451
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	206			
Réseau de distribution de l'eau potable	207			
Traitement des eaux usées	208			
Réseaux d'égout	209	6 000	7 060	6 670
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	210			
Matières recyclables	211	1 250	1 992	2 296
Autres	212	1 000	11 588	1 622
Cours d'eau	213			
Protection de l'environnement	214	6 000	4 044	6 017
Autres	215		790	
	216	14 250	25 474	16 605

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

*Non audité*

<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>		<b>Budget 2021</b>	<b>Réalisations 2021</b>	<b>Réalisations 2020</b>
<b>AUTRES SERVICES RENDUS (suite)</b>				
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	217			
Sécurité du revenu	218			
Autres	219			
	220			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	221	17 400	59 100	18 625
Rénovation urbaine	222			
Promotion et développement économique	223			
Autres	224			
	225	17 400	59 100	18 625
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	226	1 058 121	680 386	499 731
Activités culturelles				
Bibliothèques	227	7 150	7 209	8 384
Autres	228	5 692	10 901	14 480
	229	1 070 963	698 496	522 595
<b>Réseau d'électricité</b>				
	230			
	231	1 295 389	1 006 857	764 219
<b>TOTAL DES SERVICES RENDUS</b>	232	1 787 819	1 584 957	1 279 267

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

*Non audité*

		Budget 2021	Réalizations 2021	Réalizations 2020
<b>IMPOSITION DE DROITS</b>				
Licences et permis	233	398 444	395 776	416 416
Droits de mutation immobilière	234	4 000 000	6 345 809	6 233 662
Droits sur les carrières et sablières	235			
Autres	236			
	237	4 398 444	6 741 585	6 650 078
<b>AMENDES ET PÉNALITÉS</b>				
	238	625 000	681 379	521 352
<b>REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE</b>				
	239			
<b>AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS</b>				
	240	382 281	429 373	314 956
<b>AUTRES REVENUS</b>				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	241	10 000	30 346	41 653
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	242			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	243			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	244			
Contributions des promoteurs	245			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	246			
Contributions des organismes municipaux	247			
Autres contributions	248		23 800	
Redevances réglementaires	249			
Autres	250	5 000	115 640	7 940
	251	15 000	169 786	49 593
<b>EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION</b>				
	252			

**ANALYSE DES CHARGES**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>		Budget 2021		Réalizations 2021		Réalizations 2020	
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
<b>ADMINISTRATION GÉNÉRALE</b>							
	Conseil	1	537 379	466 256		466 256	533 759
	Greffe et application de la loi	2	1 228 398	1 467 003		1 467 003	916 328
	Gestion financière et administrative	3	2 408 196	2 953 218		2 953 218	2 461 026
	Évaluation	4	487 227	486 238		486 238	456 795
	Gestion du personnel	5	656 627	667 682		667 682	706 965
	Autres						
	▪ Agglomération - Admin autre	6	1 822 676	1 818 675		1 818 675	1 680 983
	▪ Ville - Admin autre	7	994 307	1 093 909	378 125	1 472 034	1 192 895
		8	8 134 810	8 952 981	378 125	9 331 106	7 948 751
<b>SÉCURITÉ PUBLIQUE</b>							
	Police	9	7 663 724	7 648 173	16 807	7 664 980	7 391 353
	Sécurité incendie	10	2 767 336	2 761 721		2 761 721	2 720 654
	Sécurité civile	11					
	Autres	12	1 298 434	1 329 025		1 329 025	982 329
		13	11 729 494	11 738 919	16 807	11 755 726	11 094 336
<b>TRANSPORT</b>							
	Réseau routier						
	Voirie municipale	14	2 777 078	3 573 386	3 822 528	7 395 914	6 767 083
	Enlèvement de la neige	15	1 868 014	1 585 770	155 917	1 741 687	1 835 192
	Éclairage des rues	16	317 425	116 563	88 140	204 703	218 792
	Circulation et stationnement	17	256 974	284 703	12 914	297 617	207 224
	Transport collectif						
	Transport en commun	18	6 067 673	6 055 361		6 055 361	5 959 784
	Transport aérien	19					
	Transport par eau	20					
	Autres	21	3 415	3 408		3 408	
		22	11 290 579	11 619 191	4 079 499	15 698 690	14 988 075

**ANALYSE DES CHARGES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

<i>Non audité</i>	Budget 2021		Réalizations 2021		Réalizations 2020
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
<b>HYGIÈNE DU MILIEU</b>					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	371 152	370 399	370 399	345 310
Réseau de distribution de l'eau potable	24	1 195 569	1 338 726	1 892 192	1 817 757
Traitement des eaux usées	25	1 122 574	1 120 296	1 120 296	2 346 552
Réseaux d'égout	26	682 770	486 520	1 121 743	527 715
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés					
Collecte et transport	27	487 452	478 580	478 580	471 210
Élimination	28	562 591	561 449	561 449	561 337
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	29	530 856	496 077	496 077	572 941
Tri et conditionnement	30	74 835	74 683	74 683	34 733
Matières organiques					
Collecte et transport	31	443 076	382 641	382 641	447 492
Traitement	32	168 829	168 486	168 486	186 211
Matériaux secs	33	284 441	283 864	283 864	316 298
Autres	34	25 456	25 404	25 404	28 977
Plan de gestion	35				
Autres	36				
Cours d'eau	37				
Protection de l'environnement	38	492 859	301 772	17 660	279 219
Autres	39	636 750	635 458	635 458	603 308
	40	7 079 210	6 724 355	1 692 869	8 539 060
<b>SANTÉ ET BIEN-ÊTRE</b>					
Logement social	41	242 408	241 911	241 911	338 852
Sécurité du revenu	42				
Autres	43				
	44	242 408	241 911	241 911	338 852

**ANALYSE DES CHARGES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

<i>Non audité</i>	Budget 2021		Réalizations 2021		Total	Réalizations 2020
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
<b>AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT</b>						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	832 604	757 090	7 497	764 587	942 142
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	462 667	462 336		462 336	279 600
Tourisme	49					
Autres	50					
Autres	51					7 894
	52	1 295 271	1 219 426	7 497	1 226 923	1 229 636
<b>LOISIRS ET CULTURE</b>						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	1 410 463	1 420 310	438 264	1 858 574	1 792 057
Patinoires intérieures et extérieures	54	435 304	301 511	387 556	689 067	656 707
Piscines, plages et ports de plaisance	55	1 282 940	1 260 196	131 149	1 391 345	1 120 579
Parcs et terrains de jeux	56	2 364 096	2 739 347	521 485	3 260 832	2 809 094
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58	91 838	70 977		70 977	20 881
Autres	59					
	60	5 584 641	5 792 341	1 478 454	7 270 795	6 399 318
Activités culturelles						
Centres communautaires	61	687 719	730 126	53 517	783 643	500 258
Bibliothèques	62	1 369 044	1 469 206	157 047	1 626 253	1 524 759
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63	1 869	5 221	4 358	9 579	7 958
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65	196 000	196 000		196 000	205 000
	66	2 254 632	2 400 553	214 922	2 615 475	2 237 975
	67	7 839 273	8 192 894	1 693 376	9 886 270	8 637 293

**ANALYSE DES CHARGES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

<i>Non audité</i>	Budget 2021		Réalizations 2021		Total	Réalizations 2020
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
<b>RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ</b>	68					
<b>FRAIS DE FINANCEMENT</b>						
Dette à long terme						
Intérêts	69	2 385 059	2 356 544		2 356 544	2 369 924
Autres frais	70		198 405		198 405	181 793
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71		138 000		138 000	323 000
Autres	72					
	73	2 385 059	2 692 949		2 692 949	2 874 717
<b>EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION</b>	74					
<b>AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS</b>	75		7 868 173 (	7 868 173 )		



# **Autres renseignements financiers non audités**

**Exercice terminé le 31 décembre 2021**

# Table des matières

## **Autres renseignements financiers non audités**

Acquisition d'immobilisations corporelles par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles	2
Analyse de la dette à long terme	3
Endettement total net à long terme	4
Analyse de la charge de quotes-parts	5
Acquisition d'immobilisations corporelles par objets	6
Analyse de la rémunération	7
Analyse des revenus de transfert par sources	7
Frais de financement par activités	8
Rémunération des élus	9

## **Autres renseignements**

Questionnaire	10
---------------	----

## **Autres renseignements financiers non audités**

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATÉGORIES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

*Non audité*

		Réalizations 2021	Réalizations 2020
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	1 546 731	1 271 374
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4	1 962 273	1 585 924
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	4 737 649	3 861 302
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8	427 656	355 994
Aires de stationnement	9	6 287	
Parcs et terrains de jeux	10	193 928	154 878
Autres infrastructures	11		
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	204 910	139 663
Édifices communautaires et récréatifs	14	385 448	256 903
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	569 734	248 477
Ameublement et équipement de bureau	18	213 139	319 626
Machinerie, outillage et équipement divers	19	313 967	432 408
Terrains	20		
Autres	21	162 950	209 788
	22	10 724 672	8 836 337

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT**  
**ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

*Non audité*

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23	1 546 731	1 271 374
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26	1 962 273	1 585 924
Autres infrastructures	27	5 365 520	4 372 174
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32		
Autres immobilisations corporelles	33	1 850 148	1 606 865
	34	10 724 672	8 836 337

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

*Non audité*

		Solde au 1 <sup>er</sup> janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
<b>La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :</b>					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	62 561		56 000	6 561
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	1 354 200		112 500	1 241 700
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	72 143 749	(1 055 169)	5 099 039	65 989 541
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	73 560 510	(1 055 169)	5 267 539	67 237 802
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	25 765 490	1 055 169	2 105 461	24 715 198
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	25 765 490	1 055 169	2 105 461	24 715 198
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	13				
	14	25 765 490	1 055 169	2 105 461	24 715 198
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs					
Autres	15				
	16				
	17	25 765 490	1 055 169	2 105 461	24 715 198
	18	99 326 000		7 373 000	91 953 000
Dettes en cours de refinancement	19	( )		( )	
Reclassement / Redressement	20				
<b>Dettes à long terme</b>	21	99 326 000		7 373 000	91 953 000

**Note**

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2021**

**Non audité**

<b>Administration municipale</b>		
Dette à long terme	1	91 953 000
<b>Ajouter</b>		
Activités d'investissement à financer	2	4 475 048
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5	
▪	6	
<b>Déduire</b>		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	6 561
Débiteurs	9	24 715 198
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	6 745 547
Autres		
▪	12	
▪	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	64 960 742
<b>Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats</b>		
Endettement net à long terme	15	
Endettement net à long terme	16	64 960 742
<b>Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes</b>		
Municipalité régionale de comté	17	
Communauté métropolitaine	18	196 620
Autres organismes	19	2 913 659
Endettement total net à long terme	20	68 071 021
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	21	17 728 560
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	678 611
	23	17 049 949
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	24	85 120 970
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	26	

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

**Non audité**

		Budget 2021	Réalizations 2021	Réalizations 2020
<b>Administration générale</b>				
Greffe et application de la loi	1	371 366	370 613	299 680
Évaluation	2	487 227	486 238	456 795
Autres	3	1 830 504	1 826 487	1 742 049
<b>Sécurité publique</b>				
Police	4	7 663 724	7 648 173	7 374 546
Sécurité incendie	5	2 767 336	2 761 721	2 716 012
Sécurité civile	6			
Autres	7	1 008 979	1 006 931	673 066
<b>Transport</b>				
Réseau routier	8			152 381
Transport collectif	9	6 067 673	6 055 361	5 959 784
Autres	10	3 415	3 408	
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout	11	1 892 594	1 853 423	1 738 161
Matières résiduelles	12	1 116 152	1 113 886	1 127 556
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14	5 519	5 508	
Autres	15	636 750	635 458	603 308
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	16	242 408	241 911	338 852
Autres	17			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	128 225	127 964	302 333
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	162 667	162 336	
Autres	21			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	22			17 777
Activités culturelles	23	216 404	215 961	9 512
<b>Réseau d'électricité</b>				
	24			
	25	24 600 943	24 515 379	23 511 812

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR OBJETS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021***Non audité*

		<b>2021</b>	<b>2020</b>
<b>Rémunération</b>	1	692 856	783 862
<b>Charges sociales</b>	2	222 458	226 191
<b>Biens et services</b>	3	9 809 358	7 826 284
<b>Frais de financement</b>	4		
<b>Autres</b>	5		
	6	<b>10 724 672</b>	<b>8 836 337</b>

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

**Non audité**

		Effectifs personnes/ année <sup>2</sup>	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total <sup>1</sup>
<b>Administration municipale</b>							
Cadres et contremaîtres	1	30,11	35,00	55 943,75	3 483 275	963 924	4 447 199
Professionnels	2						
Cols blancs	3	69,25	33,75	123 608,89	4 180 928	1 156 984	5 337 912
Cols bleus	4	64,97	40,00	121 083,13	4 415 122	1 221 792	5 636 914
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	164,33		300 635,77	12 079 325	3 342 700	15 422 025
Élus	9	9,00			258 210	63 461	321 671
	10	173,33			12 337 535	3 406 161	15 743 696

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.
2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13	113 824	138 668	118 768		371 260
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15	170 292	348 206	254 391		772 889
Autres	16	1 215 885	568 295	479 931		2 264 111
	17	1 500 001	1 055 169	853 090		3 408 260

**FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

**Non audité**

		2021	2020
<b>Administration générale</b>			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	26 955	62 959
	4	26 955	62 959
<b>Sécurité publique</b>			
Police	5		
Sécurité incendie	6		
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9		
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	1 267 201	1 349 811
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	1 267 201	1 349 811
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17	323 918	322 660
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19	587 658	517 691
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	911 576	840 351
<b>Santé et bien-être</b>			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	97 559	112 154
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35	97 559	112 154
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	36	345 959	448 510
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38	43 699	60 932
	39	389 658	509 442
<b>Réseau d'électricité</b>			
	40		
	41	2 692 949	2 874 717

**RÉMUNÉRATION DES ÉLUS<sup>1</sup>**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

Non audité	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Mme Pascale Mongrain, mairesse	Maire	5 961	2 368	2 022	
M. Francis Le Chatelier, district #1	Conseiller	16 069	8 034	973	370
M. Claude Ferguson, district #2	Conseiller	2 187	1 094	1 800	900
Mme Alexandrine Lamoureux-Salvas, d #3	Conseiller	2 187	1 094		
Mme Julie Bourgoin, district #4	Conseiller	16 069	8 034	13 742	
M. Loïc Blancquaert, district #5	Conseiller	16 069	8 034	740	370
Mme Liette Michaud, district #6	Conseiller	2 187	1 094		
Mme Virginie Dostie-Toupin, district #7	Conseiller	2 187	1 094		
Mme Stéphanie Verreault, district #8	Conseiller	2 187	1 094		
M. Pierre Brodeur, maire	Maire	37 835	10 033	21 998	
M. Philippe Glorieux, district #2	Conseiller	13 882	6 941	1 850	925
M. Bernard Rodrigue, district #3	Conseiller	13 882	6 941		
Mme Brigitte Marcotte, district #6	Conseiller	13 882	6 941		
M. David Bowles, district #7	Conseiller	13 882	6 941		
Mme France Désaulniers, district #8	Conseiller	13 882	6 941		

**Note**

L'article 30.1 de la *Loi sur le traitement des élus municipaux* prévoit le versement d'une allocation de départ à une personne qui cesse d'être membre du conseil après avoir accumulé au moins deux années de services créditées au régime de retraite constitué en vertu de la *Loi sur le régime de retraite des élus municipaux*.

Ainsi, les personnes suivantes ont reçu une allocation de départ en 2021 :

M. Pierre Brodeur, maire	7 014\$
M. Philippe Glorieux, district #2	1 309\$
M. Bernard Rodrigue, district #3	2 452\$
Mme Brigitte Marcotte, district #6	2 452\$
M. David Bowles, district #7	4 914\$
Mme France Désaulniers, district #8	2 452\$

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régime, organisme public de transport).

**QUESTIONNAIRE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

**Non audité****OUI      NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre 1 3 500 000 \$

**Les questions 2 à 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement**

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? 2  3

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 4 \_\_\_\_\_ \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? 5  6

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence pour les petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille 7 \_\_\_\_\_ \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement 8 \_\_\_\_\_ \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille 9 \_\_\_\_\_ \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value 10 \_\_\_\_\_ \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses 11 \_\_\_\_\_ \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille 12 \_\_\_\_\_ \$

Ligne 14 : Débiteurs 13 \_\_\_\_\_ \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement 14 \_\_\_\_\_ \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value 15 \_\_\_\_\_ \$

Ligne 19 : Créanciers et charges à payer 16 \_\_\_\_\_ \$

Ligne 20 : Revenus reportés 17 \_\_\_\_\_ \$

**QUESTIONNAIRE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU. 18  19
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 20 \_\_\_\_\_ \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières. 21  22
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2021 23 1 621 421 \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM). 24  25
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 26 \_\_\_\_\_ \$
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM). 27  28
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 29 \_\_\_\_\_ \$
6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)? 30  31
- Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)? 32  33
- Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :
- Agglomération de Longueuil
7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :
- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 34  35
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 36 \_\_\_\_\_ \$
- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 37  38
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 39 \_\_\_\_\_ \$
8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? 40  41
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes 42 \_\_\_\_\_ \$
- b) autres formes d'aide 43 \_\_\_\_\_ \$

**QUESTIONNAIRE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

## 9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2021

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2021

44 \_\_\_\_\_ \$

Facteur comparatif de 2021

45 \_\_\_\_\_

Valeur uniformisée

46 \_\_\_\_\_ \$

10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2021 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

47 \_\_\_\_\_ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

## a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

48 \_\_\_\_\_ \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

Systèmes de sécurité

49 \_\_\_\_\_ \$

Chaussées pavées - entretien préventif

50 \_\_\_\_\_ \$

Chaussées pavées - entretien palliatif

51 \_\_\_\_\_ \$

Chaussées en gravier - entretien préventif

52 \_\_\_\_\_ \$

Chaussées en gravier - entretien palliatif

53 \_\_\_\_\_ \$

Systèmes de drainage

54 \_\_\_\_\_ \$

Abords de routes

55 \_\_\_\_\_ \$

Total des dépenses relatives à l'entretien d'été

56 \_\_\_\_\_ \$

## b) Dépenses d'investissement

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

57 \_\_\_\_\_ \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

58 \_\_\_\_\_ \$

## c) Total des frais encourus admissibles

59 \_\_\_\_\_ \$

## d) Description des dépenses d'investissement

▪ Relatives à l'entretien d'hiver :

▪ Relatives à l'entretien d'été :

e) Si le total des frais encourus à la ligne 59 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2021 (ligne 47), veuillez fournir les justifications :

f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 56 et 58), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2021 (ligne 47) veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

60 \_\_\_\_\_

b) Date d'adoption de la résolution

61 \_\_\_\_\_

**QUESTIONNAIRE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?* 62  63
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 64 2013-10-362
- b) Date d'adoption de la résolution 65 2013-10-01
12. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) 66 3
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) 67 \_\_\_\_\_
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'exercice (art. 5) 68 3
- d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 8) 69 1
- e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 9) 70 1
- f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice parce qu'il a mordu ou attaqué une personne (art.10) 71 \_\_\_\_\_
- g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice (art. 11) 72 \_\_\_\_\_
- h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 73 1 651
- i) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est de plus de 20 kg (art. 16) 74 660
- j) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 75 \_\_\_\_\_
- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement? 76  77
13. Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et de ses entreprises au 31 décembre 2021
- |  |                                |
|--|--------------------------------|
| Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL  | 78 <u>23 856 457 \$</u>        |
| Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres | 79 <u>1 165 831 \$</u>         |
| Ministère des Transports                                     | 80 _____ \$                    |
| Ministère de la Culture et des Communications                | 81 <u>626 786 \$</u>           |
| Autres ministères/organismes                                 | 82 <u>3 558 724 \$</u>         |
|  | 83 <u><u>29 207 798 \$</u></u> |



# **Taux global de taxation réel**

## **Exercice terminé le 31 décembre 2021**

# Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	1
Taux global de taxation réel	3

## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Au trésorier de  
Ville de Saint-Lambert

### Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la Ville de Saint-Lambert (ci-après « la Ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

### Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

### Observation - référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1), qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la Ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

### Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

### Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

RAYMOND CHABOT GRANT THORNTON S.E.N.C.R.L.

Granby (Québec), 7 avril 2022

CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique no A125850





**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

**Non audité**

**OUI          NON          S.O.**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? 1     2
- Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».
- Si oui, présentez-vous le budget consolidé? 3     4
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget? 5     6
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2023 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée? 7     8
4. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée? 9     10

**Les questions 5 à 7 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.**

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)? 11     12     13
6. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)? 14     15     16
7. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État? 17     18     19

**La question 8 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.**

8. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier? 20     21     22
- Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant? 23     24

**La question 9 s'applique aux municipalités locales seulement.**

9. La municipalité possède-t-elle sur son territoire une personne assujettie à l'article 222 LFM (personne autoconsommatrice d'électricité)? 25     26



# **Données prévisionnelles non auditées**

**Exercice se terminant le 31 décembre 2022**

# Table des matières

Revenus de taxes	1
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	2
Calcul de certains revenus de taxes	3
Taux des taxes	5
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	6
Questionnaire	8

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**REVENUS DE TAXES**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022**

*Non audité***TAXES****SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	49 746 927
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Réserve financière pour le service de l'eau	5	
Réserve financière pour le service de la voirie	6	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	7	
Activités de fonctionnement	8	
Activités d'investissement	9	
Autres	10	
	11	49 746 927

**SUR UNE AUTRE BASE**

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	12	377 950
Égout	13	
Traitement des eaux usées	14	
Matières résiduelles	15	
Autres		
▪	16	
▪	17	
▪	18	
Centres d'urgence 9-1-1	19	
Service de la dette	20	88 000
Pouvoir général de taxation	21	
Activités de fonctionnement	22	
Activités d'investissement	23	
	24	465 950
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	25	
Autres	26	
	27	
	28	465 950
	29	50 212 877

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022**

*Non audité*

**COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES**

**GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES**

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	119 909
Cégeps et universités	7	362 830
Écoles primaires et secondaires	8	802 498
	9	1 285 237

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	1 285 237

**GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES**

Taxes sur la valeur foncière	15	226 363
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	226 363

**ORGANISMES MUNICIPAUX**

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

**AUTRES**

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	1 511 600

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022**

*Non audité*

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>								
<b>Taxes générales</b>								
Taxe foncière générale (taux unique)	1		x /100 \$					
Taxe foncière générale (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	2	4 548 514 792	x 0,8397 /100 \$	38 193 324				
Immeubles de 6 logements ou plus	3	503 617 860	x 0,9980 /100 \$	5 026 106				
Immeubles non résidentiels	4	229 089 348	x 2,6030 /100 \$	5 963 196				
Immeubles industriels	5	14 524 600	x 2,7290 /100 \$	396 376				
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	6		x /100 \$					
Autres	7	9 999 100	x 1,6794 /100 \$	167 925				
Immeubles forestiers	8		x /100 \$					
Immeubles agricoles	9		x /100 \$					
<b>Total</b>	<b>10</b>			<b>49 746 927</b>	<b>( )</b>	<b>( )</b>		<b>49 746 927</b>
<b>Taxes spéciales</b>								
Service de la dette (taux unique)	11		x /100 \$					
Service de la dette (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	12		x /100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	13		x /100 \$					
Immeubles non résidentiels	14		x /100 \$					
Immeubles industriels	15		x /100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	16		x /100 \$					
Autres	17		x /100 \$					
Immeubles forestiers	18		x /100 \$					
Immeubles agricoles	19		x /100 \$					
<b>Total</b>	<b>20</b>				<b>( )</b>	<b>( )</b>		

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022**

*Non audité*

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>								
<b>Taxes générales</b>								
Taxes spéciales								
Activités de fonctionnement (taux unique)	21	x	/100 \$					
Activités de fonctionnement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	22	x	/100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	23	x	/100 \$					
Immeubles non résidentiels	24	x	/100 \$					
Immeubles industriels	25	x	/100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	26	x	/100 \$					
Autres	27	x	/100 \$					
Immeubles forestiers	28	x	/100 \$					
Immeubles agricoles	29	x	/100 \$					
<b>Total</b>	<b>30</b>				( )	( )		
Taxes spéciales								
Activités d'investissement (taux unique)	31	x	/100 \$					
Activités d'investissement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	32	x	/100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	33	x	/100 \$					
Immeubles non résidentiels	34	x	/100 \$					
Immeubles industriels	35	x	/100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	36	x	/100 \$					
Autres	37	x	/100 \$					
Immeubles forestiers	38	x	/100 \$					
Immeubles agricoles	39	x	/100 \$					
<b>Total</b>	<b>40</b>				( )	( )		
		<b>Valeur locative imposable</b>						
<b>Taxe d'affaires sur la valeur locative</b>	<b>41</b>	x	%		( )	( )		

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**TAUX DES TAXES**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022**

**Non audité**
**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**  
(montant fixe)

Par unité de logement

Eau	1	_____	\$
Égout	2	_____	\$
Eau et égout	3	_____	\$
Traitement des eaux usées	4	_____	\$
Matières résiduelles	5	_____	\$

**Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification**

Description	Taux	Code	Préciser
Taxe d'eau au compteur	0,7000	7 - autres (préciser)	du mètre cube
Compensation pour la fourniture de l'eau	175,0000	4 - tarif fixe (compensation)	Piscine

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022**

*Non audité*

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres		
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>							
Générales	1	5 963 196	396 376		167 925	5 026 106	
De secteur	2						
Autres	3						
<b>Taxes sur une autre base</b>							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5	141 000					
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	6 104 196	396 376		167 925	5 026 106	

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022**

*Non audité*

	Immeubles forestiers	Résiduelle			Total
		Résidentielles	Agriculture Résidences	Autres	
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>					
Générales	1	38 193 324			49 746 927
De secteur	2				
Autres	3				
<b>Taxes sur une autre base</b>					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	4	88 000			88 000
Autres	5	236 950			377 950
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	6				
Autres	7				
	8	38 518 274			50 212 877

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**QUESTIONNAIRE**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2022, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
▪ Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
▪ Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
▪ Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
▪ Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
▪ Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	17 <input type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	20 <input type="checkbox"/>
▪ Indiquer le total des valeurs imposables étalées, au dépôt du rôle de perception de :			
2021	21	_____	\$
2022	22	_____	\$
▪ Indiquer le total des valeurs imposables sans étalement, au dépôt du rôle de perception de :			
2021	23	_____	\$
2022	24	_____	\$
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2022, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	25 <input type="checkbox"/>	26 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité impose-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2022 :			
▪ une taxe d'affaires en vertu de l'article 232 LFM	27 <input type="checkbox"/>	28 <input checked="" type="checkbox"/>	
▪ une taxe en vertu de l'article 569.11 LCV ou 1094.11 CM	29 <input type="checkbox"/>	30 <input checked="" type="checkbox"/>	
4. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2022 pour des exploitations agricoles enregistrées?	31 <input type="checkbox"/>	32 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	33	_____	\$

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**QUESTIONNAIRE**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022**

5. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	34	_____ \$
6. Date d'adoption du budget par le conseil	35	_____ 2021-12-06
7. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	36	_____ 61 533 289 \$
8. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	37	_____ 4 657 140 \$
9. Frais de financement — Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	38	_____ 2 092 945 \$
10. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	39	_____ 200 000 \$



## ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je, Cassandra Comin Bergonzi, atteste que le rapport financier de Ville de Saint-Lambert pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 11 avril 2022.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou greffier-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Ville de Saint-Lambert.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Ville de Saint-Lambert consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Ville de Saint-Lambert détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2022-04-06 16:18:13

Date de transmission au Ministère :



# Sommaire de l'information financière

**Exercice terminé le 31 décembre 2021**

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

		2021		2020
		Budget	Réalisations	Réalisations
<b>Revenus</b>				
Fonctionnement	1	57 815 720	59 870 796	60 602 358
Investissement	2		1 849 853	3 218 539
	3	57 815 720	61 720 649	63 820 897
<b>Charges</b>	4	49 996 104	59 250 799	55 650 720
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	5	7 819 616	2 469 850	8 170 177
Moins : revenus d'investissement	6 (	)	( 1 849 853 )	( 3 218 539 )
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	7	7 819 616	619 997	4 951 638
<b>Éléments de conciliation à des fins fiscales</b>				
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8		7 868 173	7 799 161
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			324 075
Remboursement de la dette à long terme	10 (	5 129 109 )	( 5 267 540 )	( 4 740 331 )
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	)	( 90 464 )	( 1 290 457 )
Excédent (déficit) accumulé	12	(2 690 507)	(1 334 429)	(4 543 169)
Autres éléments de conciliation	13		107 718	68 119
	14	(7 819 616)	1 283 458	(2 382 602)
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	15		1 903 455	2 569 036

*Extrait du rapport financier, pages S16 et S17*

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2021**

		2021	2020
<b>Actifs financiers</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	9 591 507	14 178 727
Débiteurs	2	39 233 164	42 190 189
Placements de portefeuille	3	231 065	248 318
Autres	4	102 750	102 750
	5	49 158 486	56 719 984
<b>Passifs</b>			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6		
Dettes à long terme	7	91 330 277	98 539 984
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8	3 993 000	3 959 000
Autres	9	8 109 188	8 071 535
	10	103 432 465	110 570 519
<b>Actifs financiers nets (dette nette)</b>	11	<b>(54 273 979)</b>	<b>(53 850 535)</b>
<b>Actifs non financiers</b>			
Immobilisations corporelles	12	166 399 743	163 543 244
Autres	13	520 473	483 678
	14	166 920 216	164 026 922
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>	15	<b>112 646 237</b>	<b>110 176 387</b>

*Extrait du rapport financier, page S8*

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2021**

		2021	2020
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	16	3 569 561	3 222 184
Excédent de fonctionnement affecté			
▪ Scène Parc du Village	17		32 870
▪ Corporation des fêtes du 150e	18		80 675
▪ Démolition du 17 Fort	19	24 811	
▪ Fonds vert	20	162 833	122 117
▪ Fonds immobilisations	21	27 975	
▪ Exercice suivant	22	200 000	850 000
▪ Urgence mesures sanitaires	23	45 000	
▪ Frais juridiques	24	282 515	
▪	25		
	26	743 134	1 085 662
Réserves financières	27	1 343 403	1 254 580
Fonds réservés	28	3 288 655	3 514 923
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29	( 2 680 099 )	( 2 440 099 )
Financement des investissements en cours	30	5 092 950	11 301 863
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	31	101 288 633	92 237 274
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	32		
	33	112 646 237	110 176 387

*Extrait du rapport financier, page S23-1*

**SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME  
AU 31 DÉCEMBRE 2021**

		2021
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	64 960 742
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	85 120 970

*Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25*

**SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME  
AU 31 DÉCEMBRE 2021**

		2021	2020
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	6 561	62 561
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	65 989 541	72 143 749
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	1 241 700	1 354 200
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	24 715 198	25 765 490
Autres	8		
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	9		
	10	91 953 000	99 326 000

*Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37*

**SOMMAIRE DES REVENUS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

		2021		2020
		Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Fonctionnement</b>				
Taxes	11	47 279 406	47 333 672	46 333 322
Compensations tenant lieu de taxes	12	1 343 309	1 371 637	1 335 842
Quotes-parts	13			
Transferts	14	1 894 461	1 582 207	4 117 948
Services rendus	15	1 787 819	1 584 957	1 279 267
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	16	5 023 444	7 422 964	7 171 430
Autres	17	487 281	575 359	364 549
	18	57 815 720	59 870 796	60 602 358
<b>Investissement</b>				
Taxes	19			
Quotes-parts	20			
Transferts	21		1 826 053	3 218 539
Autres	22		23 800	
	23		1 849 853	3 218 539
	24	57 815 720	61 720 649	63 820 897

*Extrait du rapport financier, page S16*

**SOMMAIRE DES CHARGES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

		Budget 2021	Réalizations 2021		Total	Réalizations 2020
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
Administration générale	1	8 134 810	8 952 981	378 125	9 331 106	7 948 751
Sécurité publique						
Police	2	7 663 724	7 648 173	16 807	7 664 980	7 391 353
Sécurité incendie	3	2 767 336	2 761 721		2 761 721	2 720 654
Autres	4	1 298 434	1 329 025		1 329 025	982 329
Transport						
Réseau routier	5	5 219 491	5 560 422	4 079 499	9 639 921	9 028 291
Transport collectif	6	6 067 673	6 055 361		6 055 361	5 959 784
Autres	7	3 415	3 408		3 408	
Hygiène du milieu						
Eau et égout	8	3 372 065	3 315 941	1 675 209	4 991 150	5 037 334
Matières résiduelles	9	2 577 536	2 471 184		2 471 184	2 619 199
Autres	10	1 129 609	937 230	17 660	954 890	882 527
Santé et bien-être	11	242 408	241 911		241 911	338 852
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	12	832 604	757 090	7 497	764 587	942 142
Promotion et développement économique	13	462 667	462 336		462 336	279 600
Autres	14					7 894
Loisirs et culture	15	7 839 273	8 192 894	1 693 376	9 886 270	8 637 293
Réseau d'électricité	16					
Frais de financement	17	2 385 059	2 692 949		2 692 949	2 874 717
Effet net des opérations de restructuration	18					
	19	49 996 104	51 382 626	7 868 173	59 250 799	55 650 720
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20		7 868 173 (	7 868 173 )		
	21	49 996 104	59 250 799		59 250 799	55 650 720

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3

**SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

		<u>2021</u>	<u>2020</u>
		Réalizations	Réalizations
<b>Revenus d'investissement</b>	1	1 849 853	3 218 539
<b>Éléments de conciliation à des fins fiscales</b>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	10 724 672 )	( 8 836 337 )
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	90 464 )	( 16 080 )
Financement à long terme des activités d'investissement	4	(1 055 169)	15 191 487
Affectations			
Activités de fonctionnement	5	90 464	1 290 457
Excédent accumulé	6	3 721 075	4 266 429
	7	(8 058 766)	11 895 956
<b>Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales</b>	8	(6 208 913)	15 114 495

*Extrait du rapport financier, page S18*